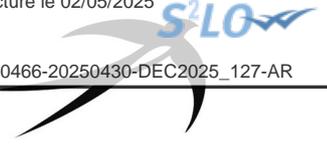


# Ville de Malakoff



## **DECISION MUNICIPALE N° DEC2025\_127**

Direction : **Direction Finances**

**OBJET** : **Modification n°1 à l'appel d'offres n°23-08 relatif à la fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff - Lot 3**

**Madame la Maire de Malakoff,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23, L.2131-1, L.2131-2 et R.2131-5 ;

**Vu** le Code la commande publique, notamment les articles L.2194-1 5° et R.2194-7 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal n° 2020-19 en date du 23 mai 2020 par laquelle le conseil municipal a chargé Madame la Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 4° du code général des collectivités territoriales;

**Vu** la décision n°DEC2023/80 en date du 18 septembre 2023 par laquelle Madame la Maire a attribué à la société RIVOLIER le lot n°3 - fourniture de vêtement de travail pour les agents de la Police Municipale et de la Garde Urbaine du marché n°23-08 relatif à la fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff ;

**Vu** le projet de modification n°1 annexé à la présente décision ;

**Considérant** que par la décision n°DEC2023/80 du 18 septembre 2023, Madame la Maire a attribué le lot 3 de l'accord-cadre n°23-08 relatif à la Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff, à la société, RIVOLIER sise ZI Les Collonges 42173 ST JUST ST RAMBERT - sans montant minimum et pour un montant maximum annuel de 15 000 € HT ;

**Considérant** qu'une référence du bordereau des prix unitaires s'est révélée indisponible ;

**Considérant** que pour la bonne exécution du marché il convient de la remplacer ;

**DÉCIDE,**

**Article 1**: **D'APPROUVER** la modification n°1 au lot n°3 - fourniture de vêtements de travail pour les agents de la Police Municipale et de la Garde Urbaine du marché n°23-07 relatif à la fourniture de vêtement de travail et

d'équipement de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff  
La présente modification n'a pas d'incidence financière sur l'accord-cadre.

**Article 2 : DE SIGNER** la dite modification annexée à la présente décision.

**Article 3 :** La présente décision sera notifiée à la société intéressée, inscrite au registre des décisions et publiée électroniquement. Ampliation en sera adressée à Madame la Comptable publique assignataire de la Ville de Malakoff.

Fait à Malakoff, 30 avril 2025

La Maire,  
Jacqueline BELHOMME

\*La Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **SAMEDI 23 MAI 2020**

Objet : Délégations de pouvoir attribuées au Maire par le conseil municipal dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b>	<b>DEL2020_19</b>
En exercice : 39	<b>Arrivée en Préfecture le :</b>
Présents : 37	<b>Publiée le :</b>
Représentés (ayant donné mandat) : 2	<b>Exécutoire le :</b>
Absents (sans mandat) : 0	

L'an deux-mille-vingt le samedi 23 mai à 11 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués le 19 mai 2020, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, Jacqueline BELHOMME.

### **Etaient Présents (37) :**

Mme Jocelyne BOYAVAL, Mme Catherine MORICE, M. Dominique CARDOT, Mme Fatiha ALAUDAT, Mme Carole SOURIGUES, Mme Virginie APRIKIAN, M. Michaël GOLDBERG, M. Pascal BRICE, Mme Annick LE GUILLOU, M. Rodéric AARSSE, M. Antonio OLIVEIRA, Mme Bénédicte IBOS, M. Loïc COURTEILLE, Mme Corinne PARMENTIER, Mme Sonia FIGUÈRES, M. Thomas FRANÇOIS, Mme Vanessa GHIATI, M. Grégory GUTIEREZ, Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE, M. Saliou BA, M. Michel AOUAD, Mme Nadia HAMMACHE, M. Nicolas GARCIA, M. Jean-Michel POULLÉ, M. Farid HEMIDI, M. Martin VERNANT (arrivée à 11h12), M. Aurélien DENAES, M. Antony TOUEILLES, Mme Tracy KITENGE, Mme Fatou SYLLA, M. Gilles BRESSET, M. Roger PRONESTI, Mme Emmanuelle JANNÈS, M. Olivier RAJZMAN, Mme Charlotte RAULT, M. Stéphane TAUTHUI.

### **Mandats donnés :**

Madame Julie MURET donne pouvoir à Madame Dominique TRICHET-ALLAIRE  
Madame Héra BEL HADJ YOUSSEF donne pouvoir à Monsieur Antony TOUEILLES

### **Secrétaire de séance :**

Madame Fatou SYLLA, en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée par le conseil municipal pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

# ville de Malakoff



## CONSEIL MUNICIPAL Séance du 23 mai 2020

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2020\_19

Service : Direction générale des services

Objet : Délégations de pouvoir attribuées au Maire par le conseil municipal dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-22, L.2122-23,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

**Vu** la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain modifiant l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN),

**Vu** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

**Vu** l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,

**Vu** le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

**Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération du conseil de territoire n°CT 15-2017 de l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris », en date du 07 mars 2017, portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) à la commune de Malakoff,

**Vu** la délibération du conseil de territoire n°CT 34-2017 de l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris », en date du 28 mars 2017, portant délégation de l'exercice du droit de préemption urbain (DPU) à des organismes tiers sur la commune de Malakoff,

**Considérant** qu'il est souhaitable, afin d'assurer une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes et dans le souci d'alléger l'ordre du jour des séances du conseil municipal, que le conseil municipal délègue une partie de ses attributions à Madame la Maire,

**Considérant** les possibilités de délégations complémentaires introduites par les lois n°2015-991 du 7 août 2015, n°2017-257 du 28 février 2017, n°2018-1074 du 26 novembre 2018 permettant de faciliter la bonne marche de l'administration communale,

**Considérant** que, sous l'effet de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, le droit de préemption urbain a été transféré de plein droit à l'établissement public territorial « Vallée Sud – Grand Paris »,

**Considérant** que, par la délibération du conseil de territoire 07 mars 2017, l'établissement public territorial « *Vallée Sud – Grand Paris* » a décidé de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à la commune de Malakoff sur l'intégralité du territoire communal, à l'exception des périmètres d'intervention de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

**Considérant** que, par la délibération du conseil de territoire n°CT 34-2017, en date du 28 mars 2017, l'établissement public territorial « *Vallée Sud – Grand Paris* » a décidé de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France sur les secteurs Danton/Charles de Gaulle, Pierre Larousse, Avaulée, Péri/Brossolette, Colonel Fabien, Frères Vigouroux, situés sur la commune de Malakoff,

**Après en avoir délibéré,  
Par 39 voix pour dont 2 mandats (Mme MURET, Mme BEL HADJ YOUSSEF)**

**Article 1 : DÉLÈGUE** à Madame la Maire le pouvoir de prendre toute décision pour :

**1°** - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales.

**2°** - Fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics.  
Ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.

**3°** - Procéder, selon les conditions fixées par **l'annexe 1 de la présente délibération**, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et à la sécurisation de l'encours de la dette.

**4°** - Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le règlement des marchés et des accords-cadres de fournitures, services, travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

**5°** - Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses, qu'il s'agisse de biens mobiliers que la ville donne à bail, ou de biens immobiliers que la ville donne ou prend à bail, sur le domaine public ou privé, pour une durée n'excédant pas douze ans.

**6°** - Passer les contrats d'assurance, ainsi qu'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

**7°** - Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

**8°** - Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

**9°** - Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.

**10°** - Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

**11°** - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.

**12°** - Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux, des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.

**13°** - Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement.

**14°** - Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.

**15°** - Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire.

**16°** - Intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les conditions suivantes :

- Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre administratif, y compris les juridictions spécialisées, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation dans le cadre du contentieux de l'annulation, de la responsabilité contractuelle ou non contractuelle ou de tous autres contentieux, saisines ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
- Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, qu'il s'agisse de juridictions civiles, pénales ou toutes autres juridictions spécialisées, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation dans le cadre de tout contentieux ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
- Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des autorités administratives indépendantes dans le cadre de toute procédure nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
- Constitution de partie civile en vue d'obtenir réparation des préjudices personnels et directs subis par la ville du fait d'infractions pénales, ainsi que les consignations qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de ces procédures ;
- Transiger avec les tiers dans la limite de 1000 euros.

**17°** - Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, à l'exclusion de celles concernant les accidents incluant des personnes.

**18°** - Donner, en application de l'article L.324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local.

**19°** - Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.

**20°** - Réaliser les lignes de trésorerie selon les conditions fixées **par l'annexe 2 de la présente délibération.**

**21°** - Exercer ou déléguer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme pour des aliénations à titre onéreux dans la limite d'un montant inférieur à 1 000 000 d'euros.

**22°** - Exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

**23°** - Prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-1 et L.523-2 relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

**24°** - Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

**(25°)**

**26°** - Demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions dans les conditions suivantes :

- Tout organisme public, dont l'État et ses établissements publics, émanations et agences, les collectivités territoriales, les instances européennes et leurs agences ;
- Tout organisme privé concourant par son action à l'intérêt général ;
- Aux plus hauts montants disponibles au vu des seuils définis par l'organisme financeur et au vu des projets portés par la ville, objets des subventions recherchées.

Les demandes de subventions incluent tout document administratif ou technique de nature à permettre l'instruction par l'organisme financeur, ainsi que le versement effectif de la participation lorsqu'elle a été confirmée. Dans le cas où l'obtention d'une subvention est subordonnée à la signature d'une convention avec l'organisme financeur, cette dernière est approuvée par le conseil municipal, sauf caractère d'urgence mettant en péril la procédure d'obtention.

**27°** - Procéder au dépôt des déclarations préalables, des demandes de permis de démolir, permis de construire et permis d'aménager pour des opérations autorisées par le conseil municipal.

**28°** - Exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

**29°** - Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L.123-19 du code de l'environnement.

**Article 2 : AUTORISE** un adjoint, dans l'ordre du tableau, à exercer les délégations consenties à la Maire en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, dans les conditions fixées par l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales.

**Article 3 : DÉCIDE** que les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation de la Maire, dans les conditions fixées par l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales.

**Article 4 : DÉCIDE** que les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un membre de l'administration municipale agissant par délégation de la Maire, dans les conditions fixées par l'article L.2122-19 du code général des collectivités territoriales.

**Article 5 : PREND ACTE** que, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, la présente délégation ne saurait excéder la durée du mandat.



**Article 6 : PREND ACTE** que le conseil municipal sera tenu informé des décisions prises dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.

**Article 7 :** La Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

# Ville de Malakoff

## **DÉCISION MUNICIPALE N°DEC2023/80**

Direction : **Finances.**

**OBJET : Attribution du marché en procédure d'appel d'offres n°23-08 relatif à la fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff.**

**Madame la Maire de Malakoff,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1414-2, L.2122-22, L.2122-23, L.2131-1, L.2131-2, R.2131-5 et suivants ;

**Vu** le code de la commande publique, notamment les articles R.2124-1, R.2124-2-1° et R.2122-2-1 ; °

**Vu** la délibération n° 2020-19 en date du 23 mai 2020 par laquelle le conseil municipal a chargé Madame la Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L.2122.22 4° du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le procès-verbal de décision de la commission d'appel d'offres réunie le 18 avril 2023 ;

**Considérant** que la Ville a lancé une consultation relative à la fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff,

**Considérant** que pour la réalisation de la consultation, la Ville a publié un avis d'appel public à concurrence paru au BOAMP DIFF du 09 février 2023, annonce n° 23-17383 et au JOUE du 10 février 2023 annonce n° 2023/S 030-087275 ;

**Considérant** qu'il ressort de la consultation que les propositions faites par les sociétés EUROTECHNIC PROTECTION pour le lot 1, L'ECHOPPE pour le lot 2, RIVOLIER pour le lot 3, L'ECHOPPE pour le lot 4, EUROTECHNIC PROTECTION pour le lot 5 sont économiquement les plus avantageuses eu égard aux critères définis dans le règlement de la consultation ;

### **DECIDE,**

**Article 1 : D'ATTRIBUER** les marchés à bons de commande aux sociétés suivantes :

- Lot 1 – Fourniture de vêtements de travail pour les agents de la direction cadre de vie (nettoyement urbain, espace vert, garage), de la direction des sports et des agents du Centre Technique Municipal (CTM) à **la société EUROTECHNIC PROTECTION sise EAE La Tullerie – 29 rue Henri Becquerel BP 77646 CHELLES CEDEX**, sans montant minimum annuel et pour un montant maximum annuel de 30 000 € HT.

- Lot 2 – Fourniture de Vêtement de travail pour les agents des crèches et les agents de la DRIEL (Direction Restauration, Intendance, Entretien des locaux) à **la société L'ECHOPPE sise 28 rue Blanqui 33300 BORDEAUX**, sans montant minimum annuel et pour un montant maximum annuel de 30 000 € HT.

- Lot 3 – Fourniture de vêtements de travail pour les agents de la Police Municipale et de la Garde Urbaine à **la société RIVOLIER sise ZI Les Collonges 42173 ST JUST ST RAMBERT**, sans montant minimum annuel et pour un montant maximum annuel de 15 000 € HT.

- Lot 4 – Fourniture de chaussures pour les agents de la ville de Malakoff et des CMS à la **société L'ÉCHOPPE sise 28 rue Blanqui 33300 BORDEAUX**, sans montant minimum annuel et pour un montant maximum annuel de 30 000 € HT.

- Lot 5 – Fourniture des Equipements de Protection Individuelle (EPI) pour les agents de la ville de Malakoff et des CMS à la **société EUROTECHNIC PROTECTION sise EAE La Tullerie - 29 rue Henri Becquerel BP 77646 CHELLES CEDEX**, sans montant minimum annuel et pour un montant maximum annuel de 15 000 € HT.

Les marchés sont conclus pour une période d'un an à compter de la notification du marché et ils pourront être renouvelés 3 fois pour la même durée, par reconduction tacite.

**Article 2 : DE DECLARER** infructueux le lot 6 et **DECIDE** de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R2122-2 1° du code de la commande publique.

**Article 3 : DE SIGNER** les pièces constitutives du marché.

**Article 4 : DE DIRE QUE** les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts aux budgets des exercices concernés.

**Article 5 :** La présente décision sera affichée, notifiée à la société intéressée, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine et Monsieur le Trésorier municipal.

Fait à Malakoff, le 18 avril 2023  
La Maire de Malakoff,

Arrivée en Préfecture le : 25 avril 2023

Publiée le : 25 avril 2023

Exécutoire le : 25 avril 2023

**Jacqueline BELHOMME**



La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette décision municipale compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# Ville de Malakoff

## AVENANT N°1

### A - Identification du pouvoir adjudicateur

Mairie de Malakoff  
1 Place du 11 Novembre 1918  
CS80031  
92245 Malakoff

Représentée par la Maire, Madame Jacqueline BELHOMME

### B - Identification du titulaire de l'accord-cadre

LA SOCIETE RIVOLIER  
B.P 247-Z.I les Collonges  
42173 ST JUST ST RAMBERT  
SIRET : 544 500 812 000 26

Représentée par : Monsieur VAN ROBAI Arnaud

### C - Objet de l'accord-cadre

Objet du marché public : Fourniture de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents de la ville de Malakoff .

Lot n°3 : Fourniture de vêtements de travail pour les Agents de la Police Municipale et de la Garde Urbain

Référence de l'accord-cadre : 23-08 – LOT 03

Date de la notification : 09/06/2023

Durée de la période initiale : accord-cadre conclu pour une période initiale de 12 mois.

Nombre de périodes de reconduction : 3

Durée de chaque période de reconduction : 12 mois

Durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 48 mois

Montant initial de l'accord-cadre :

- Montant HT maximum : 15 000,00 €

### D - Objet de l'avenant

Conformément aux articles L2194-1 5° et R2194-7 du Code de la commande publique, un marché public peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En l'espèce, la référence SAL415193 est indisponible :

N° Prix	Libellé	Marque/série/Références/ page catalogue	Prix unitaire en € HT
3.31	Chaussures d'intervention montante Tige : membrane supérieure respirante et résistante à l'eau semelle intérieure confortable. Semelle extérieure caoutchouc carbone crantée avec plots de stabilité latérale, adhérence SRC, résistante aux hydrocarbure : Norme EN 20347	SAL415193 QUEST PRIME GTX SALOMON	104,00

Il convient alors de la remplacer par la référence suivante :

N° Prix	Libellé	Marque/série/Références/ page catalogue	Prix unitaire en € HT
3.31	Chaussures d'intervention mi-montantes : chaussures de course sur chantier, chaussures de randonnée légère, offrant un soutien latéral, équipée du avancé chassis offrant un soutien latéral et une protection anti-perforation sous le pied et protectrice.	SAL471949 ULTRA FORCES MID GTX SALAMON	104,00

Le présent avenant n'a pas d'incidence financière.

## E – Autres clauses et conditions générales du marché

Toutes les autres clauses et conditions générales du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans la présente modification n°1, lesquelles prévalent en cas de contestation.

## F - Signature du titulaire de l'accord-cadre

A .....

Le .....

Signature du titulaire

ARNAUD  
VAN ROBAIS

Signature numérique de  
ARNAUD VAN ROBAIS  
Date : 2025.04.22  
11:35:01 +02'00'

## G - Signature du pouvoir adjudicateur

A .....Malakoff.....

Le ... ..

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur

## H - Notification de l'avenant au titulaire de l'accord-cadre

### En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent avenant »

A .....

Le .....

Signature

### En cas d'envoi en LR AR :

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)

### En cas de notification par voie électronique :

Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire de l'accord-cadre :